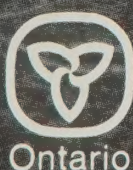
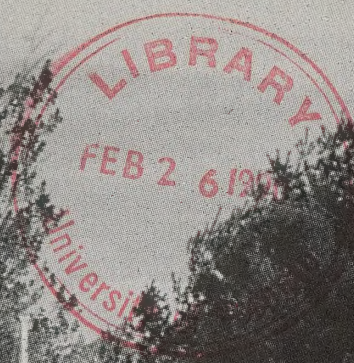


# Ontario's Public Land

## Uses of Shorelands

CA20N  
NR

-2059



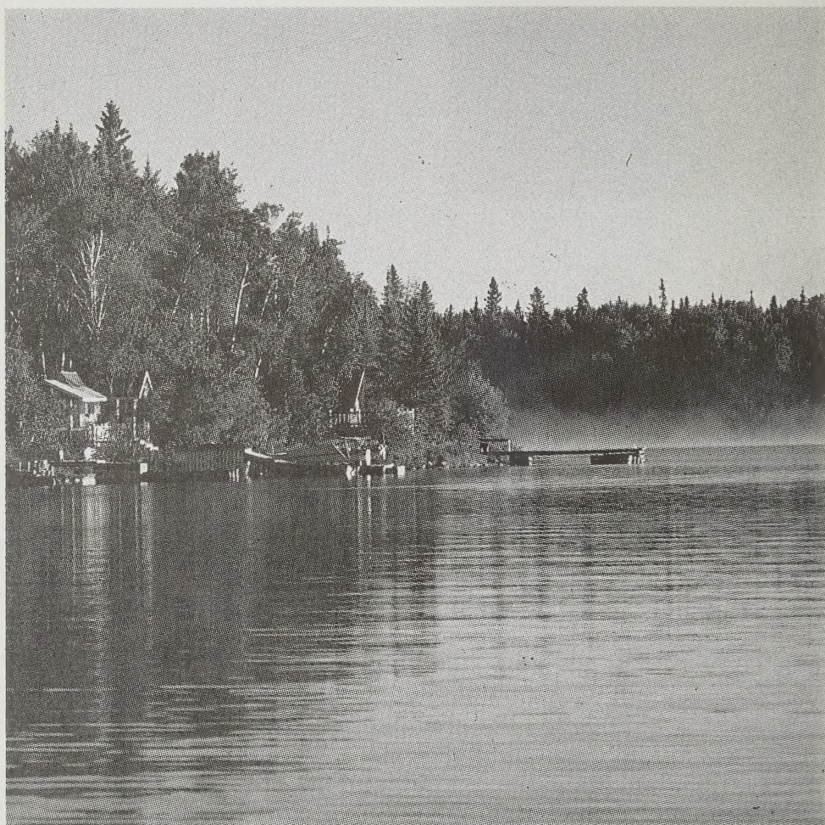
Ministry of  
Natural  
Resources

Vincent G. Kerrio  
Minister



## Uses of Shorelands

With very few exceptions, the beds of navigable waterways in Ontario are Provincial Crown land. On shore, adjacent to the water, there is often a strip of land some twenty meters wide which is either a road allowance owned by the municipality, a road allowance owned by the Crown, or a Crown shoreline reserve.



Road allowances identified as such in the original surveys of townships exist whether or not there actually are roads on them. Crown shoreline reserves commonly exist where there is no original road allowance.

## Beds of Waterways:

Usually the 'bed' of a navigable waterway extends up to the high water mark, and this bed is Crown Land. A shoreline property owner, or an owner of land adjoining a Crown shoreline reserve or road allowance, who has a dock, boathouse, or similar structure on this Crown land is generally allowed free use of the occupied land so long as the property and facilities (dock, etc.) are used only for private, non-commercial purposes.



Where Crown land is used for any commercial purpose, such as a marina, or is occupied by any structure which contains living or sleeping accommodations, or has been filled to create significant dry land where lake or river bed once existed, the user or occupant is obliged to take out proper land use authority and pay appropriate fees. Before doing any work on the shoreland of a waterway, a work permit must be obtained from the local district manager of the Ministry of Natural Resources. In addition, if the installation might interfere with navigation, written permission may be required from Transport Canada under the Navigable Waters Protection Act.

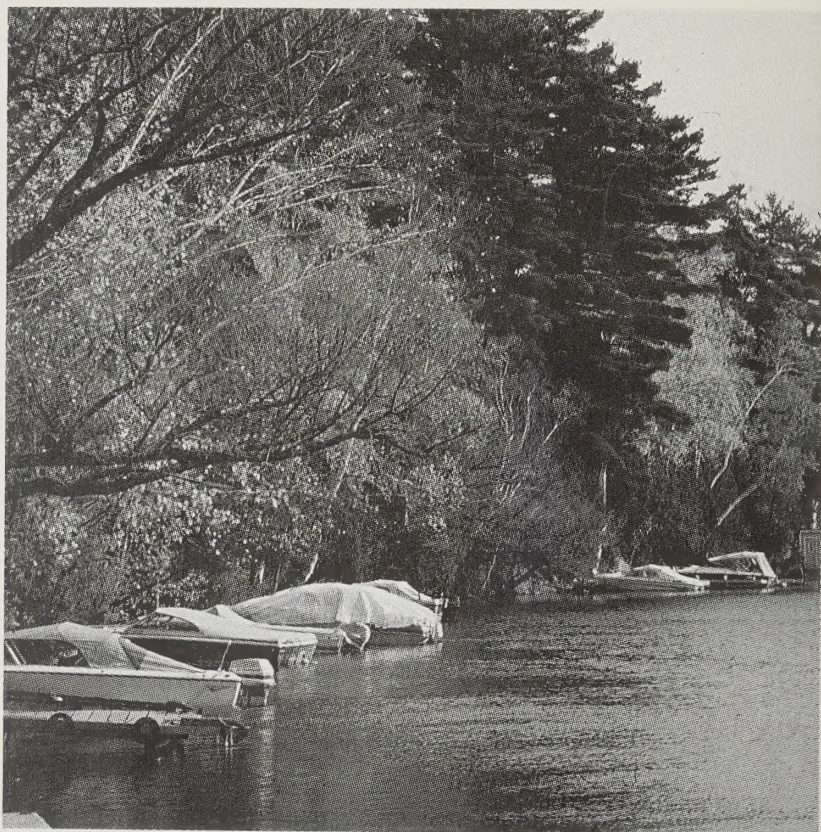


## **Shoreline Allowances and Reserves:**

Road allowances within municipalities are owned by the municipal corporation. Where a person's property is in a municipality and is fronted by a shoreline road allowance that he wishes to purchase, he must apply to the municipality.



Road allowances in territory without municipal organization, and Crown shoreline reserves anywhere, are owned by the Crown and may, in most instances, be purchased or leased by the abutting owner. A landowner who wishes to acquire title to the allowance or reserve in front of his property should make application to the local district manager of the Ministry of Natural Resources as listed in Publication No. 5163.



In the event that this publication does not provide you with the information you need, you should contact any of the Ministry of Natural Resources district offices or call Public Lands in Toronto at (416) 965-2743.

5106  
(4.0 k P.R., 89 03 31)  
ISBN 0-7729-4204-8  
Rev.

© 1989. Queen's Printer for Ontario  
Printed in Ontario, Canada

## Emprises de routes et réserves riveraines

Les emprises de routes qui existent à l'intérieur d'une municipalité donnée appartiennent à cette municipalité. Toute personne qui désire acquérir une portion de terre riveraine constituant une emprise de route doit en faire la demande auprès de la municipalité dans laquelle ce terrain est situé. Les emprises de routes situées sur un territoire qui n'est pas constitué en municipalité, de même que les réserves riveraines de la Couronne, sont propriétés de la Couronne et peuvent, dans la plupart des cas, être achetées ou louées pas les propriétaires de terres attenantes. Un propriétaire foncier qui désire faire l'acquisition d'un droit sur l'emprise de route ou la réserve qui se trouve devant sa propriété doit en faire la demande au chef de district du ministère des Richesses naturelles de sa région, comme l'indique la publication n° 5163. Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec un des bureaux de district du ministère des Richesses naturelles ou encore, avec la Section des terres publiques, à Toronto, au (416) 965-2743.

5106

(4.0 k., 89 03 31)

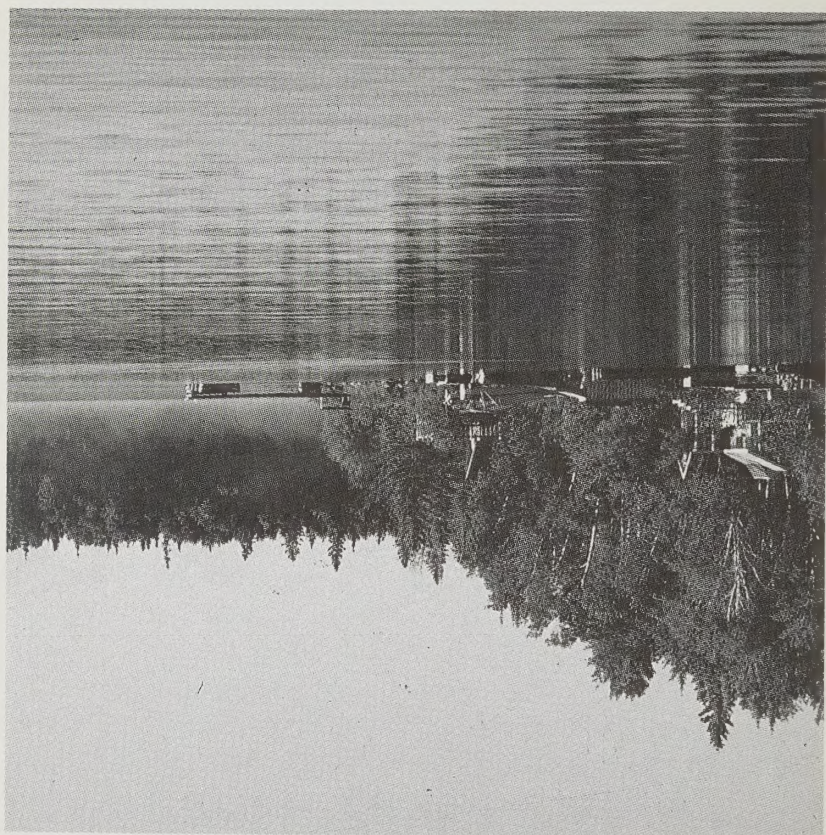
ISBN 0-7729-4204-8

Révision

© 1989, Imprimeur de la Reine pour l'Ontario  
Imprimé en Ontario, Canada



Dans les cas où les terres de la Couronne sont utilisées à des fins commerciales (ex. marinas), disposent d'installations permettant d'accueillir ou de loger des gens, ou bien ont fait l'objet de remblayage considérable où il y avait auparavant le lit d'un lac ou d'une rivière, l'occupant doit se plier aux exigences d'utilisation du sol en vignueur et payer les droits qui s'imposent.

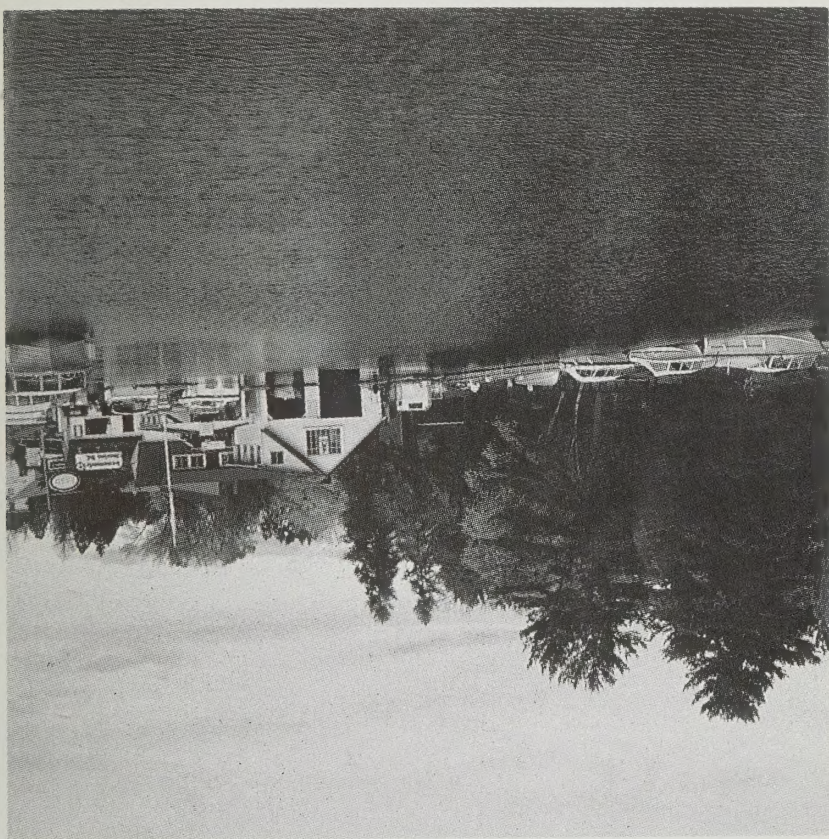


Avant d'entreprendre tout nouveau travail sur le littoral d'un cours d'eau, il est nécessaire d'en obtenir l'autorisation écrite du chef du bureau local du ministère des Richesses naturelles. De plus, si la nouvelle installation risque de nuire à la navigation, il est possible que l'autorisation écrite de Transports Canada soit également nécessaire, conformément à la Loi sur la protection des eaux navigables.



## Utilisation du littoral

À quelques exceptions près, le lit des eaux navigables de l'Ontario appartient à la Couronne. Sur le littoral, le long des étendues d'eau, une bande de terre d'une vingtaine de mètres de largeur constitue souvent une réserve riveraine de la Couronne ou une emprise de route appartenant à la municipalité ou à la Couronne. Les emprises de routes désignées comme telles lors des levés originaux des cantons gardent leur désignation même si aucune route n'y est aménagée. Les réserves riveraines de la Couronne se trouvent là où aucune emprise de route n'a été désignée à l'origine.

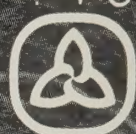


## Lit des cours d'eau

En général, le lit d'un cours d'eau navigable, qui s'étend jusqu'à la ligne du plus haut niveau d'eau, est propriété de la Couronne. Les propriétaires riverains, de même que les propriétaires de terres adjacentes à des réserves riveraines ou emprises de routes de la Couronne, peuvent habituellement y aménager un quai, un hangar à bateau, ou toute autre installation semblable, à condition que l'utilisation ne soit pas commerciale.



Les terres  
publiques  
de l'Ontario  
Utilisation  
du littoral



Ontario

Richesses  
naturelles

Ministère des  
Vincent G. Kerrio  
Ministre